ASSEMBLÉE NATIONALE

20 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-AE116

présenté par

Mme Robert-Dehault, M. Buisson, M. Chenu, M. François, M. Guinot, Mme Hamelet, M. Jolly,
Mme Le Pen, Mme Menache et M. Pfeffer**ARTICLE 35****ÉTAT B****Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	8 466 873	0
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	8 466 873
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
TOTAUX	8 466 873	8 466 873
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement prévoit d'abonder les crédits, d'un montant de 8 466 873 euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, pour l'action n° 43 : « Ports » du programme n° 203 : « Infrastructures et services de transports » et, pour les besoins de la recevabilité financière, de minorer du même montant les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, pour la sous-action « Les études » de l'action n° 1 : « Politique de l'énergie » du programme n° 174 : « Énergie, climat et après-mines ».

La sous action relatives aux études de l'action « Politique des l'énergie » a pour vocation de financer principalement les études techniques, environnementales, juridiques et financières relatives à l'identification, la caractérisation et l'attribution des zones propices au développement de l'éolien en mer ainsi que les frais de préparation des débats publics. Au Rassemblement national, nous sommes opposés au développement de ce mode de production d'énergie inefficace, aux bénéfices écologiques limités et destructeur pour nos territoires et paysages.

Parallèlement, l'action n° 43 « Ports » ambitionne une stratégie portuaire qui vise, en outre, à soutenir les ports, industriels et logisticiens en vue de reconquérir des parts de marché. Cette ambition est louable et répond à la baisse d'activité du commerce extérieur de la France. Cependant, ces ambitions ne sont pas suivies d'effet. Depuis 2020 les crédits alloués à cette action sont en constante baisse. Cet amendement propose donc d'abonder les crédits de cette action pour qu'ils retrouvent leur niveau de 2020.